

## Anthropologie et Sociétés



Samir AMIN, Gionvanni ARRIGHI, André GUNDER-FRANK, Immanuel WALLERSTEIN : Le grand tumulte? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde, Paris, Éditions La Découverte, coll. " Textes à l'appui ", série " Économie ", 1991, 211p.

Pierre-André Tremblay

Volume 16, Number 1, 1992

Pouvoirs de l'image

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015211ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/015211ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, P.-A. (1992). Review of [Samir AMIN, Gionvanni ARRIGHI, André GUNDER-FRANK, Immanuel WALLERSTEIN : Le grand tumulte? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde, Paris, Éditions La Découverte, coll. " Textes à l'appui ", série " Économie ", 1991, 211p.] *Anthropologie et Sociétés*, 16(1), 128–131. <https://doi.org/10.7202/015211ar>

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1992

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

de ses limites et les coutumes apprennent le pouvoir de l'État. L'État en souhaitant codifier les « usages locaux » avait reconnu leur existence, il ne faut donc pas s'étonner que « juché sur le Code, qui le nomme et l'active [...] l'usage tire ses traits contre la loi uniforme » (Assier-Andrieu, p. 9). Il s'agit la plupart du temps de régions rurales, l'« usage local » s'y trouve partout, c'est là que le droit révèle explicitement comment il conçoit les rapports de la norme et des faits : « Comment le fait peut-il devenir droit ? » (*idem*, p. 24). Le voulant ou non, les projets excessifs de la Révolution française comme ceux plus souples du Code civil plus de 25 ans plus tard ont dessiné pour l'essentiel le dispositif où se rencontrent jusqu'à présent les normes du droit et les usages durables produits par les collectivités locales. Quitte de temps en temps à ce que les lois soient adoptées par les coutumes pour se transformer elles-mêmes et changer des « usages locaux » désuets, ou bien, en sens contraire, que les lois soient respectées pour la forme mais non suivies dans les faits parce que les « usages locaux » sont plus intelligents et plus aptes aux compromis ! À titre d'exemple, on lira le texte de F. Dupuy (« Usages locaux et métayage dans la Grande Lande ») qui ne craint pas d'interpréter le jeu des rapports économiques et politiques qui se jouent dans les rapports des usages et du droit.

Louis Assier-Andrieu, dans le chapitre de conclusion, défendra l'idée que droit et usages ne sont pas en relation d'extériorité, qu'au contraire on ne saurait comprendre leurs rapports que s'ils sont déjà fondés par leurs pertinences partagées dans la vie des groupes. Il y a déjà construction juridique dans l'usage, il y a déjà options sur des usages dans le droit. Ils sont faits pour se rencontrer.

Yvan Simonis  
Département d'anthropologie  
Université Laval

---

**Samir AMIN, Giovanni ARRIGHI, André GUNDER-FRANK, Immanuel WALLERSTEIN : *Le grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Textes à l'appui », série « Économie », 1991, 211 p.**

Il y a dix ans les mêmes auteurs faisaient paraître *La crise, quelle crise ?* où ils tentaient de décrire les bases des changements économiques qui ont marqué les années soixante-dix. Ce livre était d'une lecture nécessaire à qui voulait se mettre au courant de l'approche axée sur l'économie-monde, qui commençait alors à devenir une espèce d'orthodoxie ou, à tout le moins, de référence obligée. Centré sur les dimensions structurelles et, qui plus est, économiques qui sous-tendaient la crise de 1973-1978, il ne fut pas sans s'attirer le reproche de représenter un des derniers bastions d'un économisme qui négligeait l'action et l'intervention des groupes sociaux, pour ne voir que la péréquation des taux de profit et les cycles de Kondratieff. Ces critiques ont porté : *Le grand tumulte ?* est, en effet, consacré à l'analyse de « mouvements antisystémiques, sociaux et populaires [...] parce que nous croyons qu'aujourd'hui ce sont ces mouvements qui sont le levier décisif, le lieu décisif de la transformation de la société » (p. 7).

Cette conviction commune a mené les auteurs à se diviser la tâche de rendre compte des principales dimensions et des espoirs soulevés par les mouvements sociaux. Le premier chapitre est l'œuvre de I. Wallerstein qui, selon son habitude, trace un large portrait de

l'évolution historique et des dilemmes des mouvements sociaux. Le cœur de son analyse est qu'aux « anciens » mouvements sociaux (mouvement ouvrier et mouvement socialiste dans les pays du centre, mouvements d'indépendance nationale dans ceux de la périphérie) se sont ajoutés trois nouveaux types : « nouveaux » mouvements sociaux (écologiste, féministe, pacifiste, etc.) dans les pays capitalistes centraux, mouvements anti-bureaucratiques dans les pays d'Europe de l'Est et mouvements anti-occidentalisation dans le tiers monde. Les uns et les autres ont ceci de commun qu'ils se rattachent aux revendications apparues depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : liberté, égalité et fraternité/sororité. En ce sens, nous sommes toujours dans la même époque historique, ce qui explique pourquoi les « nouveaux » types de mouvements n'ont pas remplacé les anciens. Bien au contraire : des alliances se tissent, des « familles » des mouvements se créent et, malgré les divergences bien réelles, des alliances sont possibles. Le message de Wallerstein porte donc à un certain optimisme quant aux possibilités d'amélioration du sort des masses populaires, mais puisque l'extrême polarisation qui marque notre monde influence aussi les mouvements sociaux, le Grand Jour n'est pas pour demain.

Le second essai, de G. Arrighi, s'arrête à ce qui a été, pendant longtemps, l'archétype du mouvement social : le mouvement ouvrier. En présentant ce qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle on aurait appelé une « histoire raisonnée » de la lutte pour le socialisme, Arrighi se demande surtout si l'analyse marxienne de la condition prolétarienne peut encore éclairer le présent et le futur des luttes sociales. Comme il le rappelle, Marx avait une image de la société bourgeoise selon laquelle : 1) cette société se polarise ; 2) l'accumulation du capital augmente la misère du prolétariat ; et 3) les lois du marché télescopent ces deux tendances, menant ainsi l'ordre bourgeois à une perte de légitimité qui pousse à l'instauration d'un ordre nouveau. Dans cette optique, pauvreté et revendications politiques s'accompagnent.

Depuis Marx, l'économie-monde est passée par trois cycles de Kondratieff (1884-1896, 1896-1948, 1948-1988), la composition de la classe ouvrière s'est profondément transformée et les partis ouvriers se sont divisés car certains ont formé un gouvernement à la suite d'un travail électoral ou d'une lutte révolutionnaire. De plus, la lutte ouvrière se déroule différemment selon qu'on se trouve au centre ou à la périphérie du système mondial, car le premier a vu augmenter le pouvoir social du prolétariat (ce que démontre la place importante qu'y occupe la social-démocratie) alors que les pays de la périphérie ont été le lieu de révolutions socialistes qui ne sont pas arrivées à gérer autre chose que la misère. Bref, contrairement à ce que laissait prévoir l'analyse marxienne, pauvreté et quête de pouvoir se sont dissociées.

Cette tendance à la polarisation et à la différenciation s'est cependant renversée depuis la fin des années soixante. La substitution d'une main-d'œuvre féminine ou immigrée aux travailleurs mâles et blancs, la délocalisation des entreprises dans les pays de la périphérie et l'automatisation des emplois qui intellectualise le travail, prolétarisant ainsi une fraction importante des travailleurs intellectuels, tout cela s'accompagne d'une perte du pouvoir social du prolétariat. Le scénario de Marx est donc en voie de se réaliser : pouvoir social et misère du monde du travail concernent le même matériau humain plutôt que deux fractions séparées du prolétariat mondial. De façon générale, si on peut reprocher à Marx (et aux marxistes) d'avoir grandement sous-estimé l'importance de facteurs comme le sexe, la race, la religion ou la nationalité, Arrighi estime que l'analyse marxiste permet encore de donner un sens aux événements politiques et aux transformations structurelles de nos sociétés.

Dans le troisième chapitre, S. Amin réfléchit au sort des mouvements de libération nationale : sont-ils des survivances d'époques dépassées ou ont-ils encore un sens ? La question est d'autant plus cruciale que les mouvements nationaux les plus importants des années passées se sont réclamés du marxisme et du socialisme et que ces deux idéologies sont présentement entrées en crise. Peut-on encore parler d'un dépassement du capitalisme ?

L'auteur répond par l'affirmative, car pour lui l'heure est à la révolution nationale-populaire, forme de dépassement du capitalisme à partir de ses périphéries qui tend à s'opposer au pouvoir des bourgeoisies (compradores) nationales pour instaurer un pouvoir populaire et favoriser une déconnexion par rapport au système mondial. De ce point de vue, estime Amin, elle est une alternative au capitalisme plus réaliste que les « nouveaux mouvements sociaux » qu'on voit se multiplier à l'Ouest. Elle est en effet en prise directe sur le pouvoir d'État et évite le repli sur ces références rétrogrades que sont les ethnies, les groupes de sexes, etc. Elle permet de plus d'éviter le populisme béat, car les intellectuels révolutionnaires y occupent une place centrale, dont le PC bolchevique et le PC chinois sont les expressions les plus parfaites.

Amin est probablement le plus « classique » des auteurs de ce livre. Tout autre est la position de A. Gunder-Frank qui signe, avec M. Fuentes, le quatrième chapitre. Tout en insistant sur la continuité qui relie souvent les « nouveaux » mouvements aux « anciens », ils notent que le délaissement de la revendication du pouvoir d'État par les premiers est sans doute porteuse de sens. Il y aurait des cycles, des époques dans la séquence des mouvements ; la première partie du chapitre tente d'ailleurs d'en percevoir les principaux et de relier la succession des types de mouvements aux cycles de Kondratieff, mais sans parvenir à une explication vraiment convaincante, comme l'admettent les auteurs. Cependant, certains traits demeurent intéressants : la permanence des revendications de liberté, d'égalité et de fraternité/sororité, l'importance de la question de l'édification de l'État (avec ce qu'elle sous-entend de tension entre nationalisme et socialisme), l'accent mis sur la démocratie participative, la généralité de ces thèmes, présents dans les pays du centre autant que dans ceux de la périphérie.

Les auteurs l'admettent eux-mêmes dans la conclusion générale de l'ouvrage : on aurait tort de sous-estimer leurs divergences. Ils diffèrent sur la façon dont ils voient l'évolution du système mondial, sur la périodisation de l'histoire des mouvements, sur l'importance à accorder à la lutte pour le pouvoir d'État et sur la forme préférable de la déconnexion. En d'autres termes, ces textes n'élaborent pas une théorie compréhensive des mouvements sociaux à l'époque actuelle, pas plus qu'ils n'en tracent une description homogène.

L'ouvrage n'en a pas moins une unité de ton claire et évidente, car les auteurs divergent à partir d'un socle commun, dont la perspective de l'économie-monde fournit les principaux paramètres. Un regard globalisant sur les grandes périodes, l'attention portée aux rapports entre les centres capitalistes développés et leurs (semi-)périphéries, l'acceptation qu'il existe de grandes familles ou de grands types de mouvements sociaux qui se succèdent dans le temps et l'espace et qu'on peut comprendre comme tels, l'importance accordée aux dimensions politiques des luttes : voilà les principaux traits communs des analyses.

On est donc aux antipodes des approches « post-modernes » étudiant les « nouveaux mouvements sociaux » comme des processus discursifs centrés sur la genèse de nouvelles subjectivités, à la façon de Melucci<sup>1</sup> ou, surtout, de Laclau et Mouffe<sup>2</sup>. L'importance accordée aux aspects structurels, historiques et à l'impact des cycles de Kondratieff montrent bien que la généalogie théorique est à rechercher du côté du marxisme plus que de celui de Michel Foucault. Ce livre n'est donc vraiment pas « à la mode », mais qui s'en plaindra ? Il est plus important de tenter de comprendre la réalité sociale que d'être à la pointe du déconstructionnisme.

Mais si on peut admettre que ces textes montrent la pertinence d'une approche matérialiste, certains de leurs côtés laissent songeur. C'est en particulier le cas du texte de S. Amin

1. Voir son livre *Nomads of the Present*, Philadelphie, Temple University Press, 1989.

2. E. Laclau et C. Mouffe. *Hegemony and Socialist Strategy*, Londres, Verso Books, 1985.

qui, en raison de son apologie des partis communistes du bon vieux temps, ne semble pas avoir tiré la leçon des échecs répétés de cette forme d'organisation, en particulier dans les pays de la périphérie. De même, l'idée d'un stade « national-populaire » de la révolution semble plus appropriée pour conforter les « élites » s'affublant d'un simulacre d'idéologie socialiste (quand ce n'est pas, tout simplement, les bourgeoisies dominantes) que pour éclairer les difficultés actuelles des luttes démocratiques dans le tiers monde.

Les autres auteurs semblent plus au fait des événements récents de la scène politique mondiale. Bien que ce livre ait été écrit avant le raz-de-marée des réformes dans les pays dits du « socialisme réellement existant », leurs analyses peuvent les intégrer plus facilement que celle d'Amin. Malgré le grand intérêt de ces quatre textes, la question reste : qu'est-ce qui est la voie de l'avenir ? La « révolution anti-politique » des pays de l'Est ou les revendications *politiques* de Liberté, Égalité et Fraternité/Sororité ? Quoiqu'en disent certains auteurs obnubilés par la *fin de toute cette histoire*, la question est d'une très grande importance et c'est le mérite de ce livre que de l'avoir clairement posée.

Pierre-André Tremblay  
Département des sciences humaines  
Université du Québec à Chicoutimi

---

### Gérard CHALIAND et Jean-Pierre RAGEAU : *Atlas des diasporas*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1991, xxi + 183 p.

Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, auteurs de nombreux atlas (l'*Atlas stratégique*, l'*Atlas politique du XX<sup>e</sup> siècle* et l'*Atlas des Européens*), arpentent dans ce nouveau livre un archipel aux contours mal définis : celui de l'errance, de l'exil et de la migration. Ils font œuvre sur un sujet difficile grâce à une esquisse de problématique du domaine, de brèves synthèses historiques et des cartes lumineuses sur des diasporas tant anciennes que récentes.

La notion du diaspora a été consacrée par l'histoire mouvementée du peuple juif, auquel d'ailleurs près de la moitié de l'atlas est réservée. La définition — sociologique plutôt qu'étymologique — y a trouvé un type idéal qui allie plusieurs faits : un désastre géopolitique, la dispersion spatiale de la majorité du peuple, le mythe du retour, le récit mémoriel, une patrie portative centrée sur le religieux et la filiation à défaut d'une terre-mère. Avec le siècle qui s'achève, l'actualité des diasporas tient à la fois au mésusage des notions, à l'internationalisation des migrations, aux guerres, aux transferts de populations et ultimement aux génocides. Faut-il cependant désigner comme diasporique toute situation d'expatriation de populations sous la contrainte, économique ou politique, au point d'y reconnaître tant les Corses du continent, les Maghrébins en Europe que les Cubains aux États-Unis ? S'agit-il d'un concept ou d'une métaphore ?

Dans leur présentation, les auteurs rejettent toute banalisation du terme et proposent une typologie qui leur permet de faire des choix, aussi discutables soient-ils. Ils suggèrent quatre critères dont la combinaison partielle fonde le phénomène diasporique : 1. Un désastre provoquant la dispersion collective d'un groupe religieux et/ou ethnique. On retrouve cette image de catastrophe dans la mémoire des Juifs, des Arméniens et des Palestiniens, mais non dans celle des Tsiganes, des Grecs, des Chinois, des Indiens : 2. Le